

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4582

[2003/201712]

10 SEPTEMBER 2003. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot inrichting van een bijkomende overgangsklas in het secundair onderwijs voor het schooljaar 2003-2004, in toepassing van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, inzonderheid op artikel 6, § 1, lid 1, en § 2, lid 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2001 houdende toepassing van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd wordt, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 waarbij de oprichting van overgangsklassen in het secundair onderwijs voor het schooljaar 2003-2004, bij toepassing van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, wordt toegelaten;

Gelet op het bijkomende voorstel overgezonden aan de Regering van de Franse Gemeenschap door de Algemene Directie Verplicht Onderwijs op 25 augustus 2003;

Overwegende dat een aanvraag tot inrichting van een overgangsklas ingediend werd door het "Institut technique de la Communauté française de Morlanwelz";

Overwegende dat het vereiste minimale aantal minderjarigen van 12 tot 18 jaar bereikt is;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 september 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 september 2003;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De inrichting van een overgangsklas op het "Institut technique de la Communauté française de Morlanwelz" wordt toegelaten voor het schooljaar 2003-2004.

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt goedgekeurd.

Brussel, 10 september 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 4583

[2003/201670]

17 SEPTEMBRE 2003. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur dans les Ecoles supérieures des Arts, organisées ou subventionnées par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif à l'Enseignement supérieur artistique, notamment les articles 11, 14, 19 et 23;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mai 2003;

Vu l'avis n° 10 du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique adopté le 2 avril 2003;

Vu le protocole de négociation du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2^e section, contenant les conclusions de la négociation du 17 juin 2003;

Vu la concertation avec les Pouvoirs organisateurs menée le 21 mai 2003;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants menée le 28 mai 2003;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 juin 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°35.631/2, donné le 8 juillet 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux établissements d'enseignement artistique visés par l'article premier du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique.

Art. 2. Tous les titres et fonctions mentionnés dans le texte du présent arrêté sont à lire tant au masculin qu'au féminin.

CHAPITRE II. — *Les compétences des enseignants*

Art. 3. En référence au décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, la Communauté française et tout pouvoir organisateur poursuivent comme objectif dans la formation des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur d'amener chaque étudiant à développer les compétences suivantes :

1. faire preuve d'une capacité de formalisation discursive vis-à-vis du travail des étudiants;
2. être capable de conduire une réflexion et une recherche sur les notions de langage, de système et de théorie en art, ainsi que sur les problèmes de l'interprétation;
3. maîtriser les savoirs disciplinaires et interdisciplinaires qui justifient l'action pédagogique;
4. mobiliser des connaissances en sciences humaines pour une juste interprétation des situations vécues en classe et autour de la classe et pour une meilleure adaptation aux publics scolaires;
5. être informé sur son rôle au sein de l'institution scolaire et exercer la profession telle qu'elle est définie par les textes légaux de référence;
6. maîtriser la didactique disciplinaire qui guide l'action pédagogique ainsi que la diversité des outils pédagogiques permettant l'apprentissage d'une discipline;
7. concevoir des dispositifs d'enseignement, les tester, les évaluer et les réguler;
8. développer les compétences relationnelles liées aux exigences de la profession;
9. mesurer les enjeux éthiques liés à sa pratique quotidienne;
10. travailler en équipe au sein de l'école;
11. entretenir un rapport critique et autonome avec la discipline artistique;
12. faire preuve d'une culture générale importante afin d'éveiller l'intérêt des élèves à l'ensemble des domaines de l'art et de la pensée;
13. planifier, gérer et évaluer des situations d'apprentissage;
14. porter un regard réflexif sur sa pratique et organiser sa formation continuée;
15. entretenir avec l'institution, les collègues et les parents d'élèves des relations de partenariat efficaces.

CHAPITRE III. — *Les axes et les contenus de la formation*

Art. 4. Pour construire ces compétences, la formation à l'enseignement comprenant des aspects généraux, spécifiques et pratiques est constituée, sans aucune hiérarchie entre eux, de quatre axes comprenant :

1. l'appropriation des connaissances sociologiques et culturelles comportant au moins 30 heures;
2. l'appropriation des connaissances pédagogiques assorties d'une démarche scientifique et d'attitudes de recherche comportant au moins 60 heures;
3. l'appropriation des connaissances psychologiques, socio-affectives et relationnelles comportant au moins 30 heures;
4. le savoir-faire comportant au moins 80 heures.

La maîtrise de la langue de l'enseignement est vérifiée dans les travaux écrits et oraux produits par les étudiants. Elle intervient dans leur évaluation tout au long de la formation.

Art. 5. Le programme de formation de tous les étudiants inscrits dans les études d'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur comporte les quatre axes visés à l'article 4 du présent arrêté.

La formation comporte 300 heures d'activités d'enseignement. Cette formation est portée à 450 heures pour le domaine de la musique et du théâtre et des arts de la parole.

Un tiers du volume de la formation est affecté par les Ecoles supérieures des Arts organisant l'agrégation à des activités d'enseignement qu'elles déterminent en toute autonomie.

La formation est organisée pour les étudiants titulaires d'un diplôme de licencié délivré par une Ecole supérieure des Arts ou y étant inscrits pour l'obtention de ce diplôme. Elle peut s'étaler sur deux années.

Art. 6. Les connaissances sociologiques et culturelles abordent notamment des aspects :

1. de la politique de l'éducation;
2. de la sociologie de l'éducation;
3. de l'analyse de l'institution scolaire et de ses acteurs;
4. juridiques, administratifs et déontologiques de la profession d'enseignant;
5. de la diversité culturelle;
6. de la présence de l'art et de l'artiste en milieu scolaire.

Art. 7. Les connaissances pédagogiques assorties d'une démarche scientifique et d'attitudes de recherche comportent deux parties :

1. La transposition didactique comporte l'épistémologie de la discipline, la didactique de la discipline, la recherche en didactique de la discipline, l'approche interdisciplinaire, la connaissance et l'exploitation pédagogique des médias et des technologies de l'information et de la communication.
2. La formation pédagogique intégrée aborde les domaines de l'évaluation des apprentissages, des processus d'enseignement et d'apprentissage, de l'étude critique des grands courants pédagogiques et de la recherche en éducation ainsi que l'éthique de la profession.

Les contenus pédagogiques, didactiques et interdisciplinaires sont développés dans le but de former les étudiants à une maîtrise qui les rende aptes à rencontrer les exigences des socles de compétences, des compétences terminales et des profils de formation correspondant aux niveaux de leurs futurs élèves et à s'y adapter en permanence.

Art. 8. Les connaissances psychologiques, socio-affectives et relationnelles abordent notamment les aspects de :

1. l'approche de l'adolescent et de la vie scolaire;
2. l'approche de la relation enseignante individuelle, semi-collective et collective;
3. l'étude des relations interpersonnelles dans un contexte scolaire.

Art. 9. § 1^{er}. Le savoir - faire repose sur l'articulation de la théorie des sciences de l'éducation et de la pratique. Il s'acquiert en effectuant des stages en situation réelle et dans les séminaires d'analyse des pratiques.

§ 2. Les séminaires d'analyse des pratiques offrent aux étudiants un ensemble d'activités susceptibles de faire émerger des compétences et attitudes professionnelles et un regard réflexif sur celles-ci.

Ils leur permettent d'expérimenter, d'observer et d'analyser les différentes composantes de la profession, d'élaborer progressivement leur identité professionnelle et de planifier leur perfectionnement ultérieur.

§ 3. Les stages en situation réelle comprennent :

1. les stages d'observation participante, avec l'accompagnement d'un enseignant en fonction, des activités d'enseignement et des autres activités se déroulant au sein d'un établissement scolaire;

2. les stages d'enseignement mettent progressivement les étudiants en situation de responsabilité d'enseignement;

3. les stages d'activités scolaires hors cours où les stagiaires sont impliqués de manière effective dans des activités non didactiques, liées au fonctionnement de l'établissement et aux relations entre ses différents acteurs.

§ 4. Pour les étudiants inscrits dans l'agrégation et qui sont en fonction dans l'enseignement secondaire supérieur, les prestations effectuées dans le cadre de cette fonction peuvent être assimilées à des stages d'enseignement et à des stages d'activités scolaires pour autant qu'ils soient supervisés selon les modalités appliquées aux autres étudiants. Ces étudiants sont exemptés des stages d'observation.

Art. 10. Un module d'information sur l'enseignement spécial et un module d'information sur l'enseignement de promotion sociale peuvent être organisés dans le cadre des heures d'autonomie mentionnées à l'alinéa 3 de l'article 5.

Le premier est constitué par une information sur l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement spécial et des notions de pédagogie adaptées aux élèves qui le fréquentent. Le second est constitué par une information sur l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement de promotion sociale et des notions de pédagogie adaptées aux adultes.

Les étudiants qui s'inscrivent à un de ces modules effectuent une partie de leurs stages dans l'enseignement correspondant.

CHAPITRE IV. — *L'organisation de l'enseignement*

Art. 11. Les coopérations que les Ecoles supérieures des Arts qui organisent l'agrégation établissent entre elles ou avec d'autres établissements pour assurer la formation des futurs agrégés donnent lieu à l'établissement de conventions de coopération spécifiques entre les institutions, approuvées par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants).

Les Ecoles supérieures des Arts qui organisent l'agrégation établissent des conventions avec des établissements d'enseignement secondaire pour l'organisation des stages des étudiants. Ils donnent lieu à l'établissement de conventions de coopération explicites entre les institutions.

CHAPITRE V. — *L'encadrement des activités de savoir-faire*

Art. 12. § 1^{er}. Les étudiants stagiaires sont supervisés au moins trois fois sur la durée de leurs stages sous la responsabilité des enseignants des Ecoles supérieures des Arts qui organisent l'agrégation.

§ 2. Des membres du personnel de l'enseignement secondaire interviennent aux côtés des enseignants des Ecoles supérieures des Arts dans l'encadrement des activités pratiques comprenant les stages et les séminaires d'analyse des pratiques.

Ils sont agréés comme maîtres de stage par l'institution qui organise l'agrégation, dans le cadre des conventions de coopération mentionnées à l'article 11.

§ 3. Les maîtres de stage accueillent les stagiaires dans leur classe ou dans leur établissement pour les stages d'observation. Ils assurent l'accompagnement pédagogique des stagiaires en stage d'enseignement et d'activités scolaires. Ils établissent une collaboration avec les enseignants de l'agrégation dans la guidance et l'évaluation des stagiaires. Ils peuvent intervenir, en collaboration avec les enseignants de l'agrégation, dans les séminaires d'analyse des pratiques.

CHAPITRE VI. — *Dispositions complémentaire et finales*

Art. 13. Au terme de leurs études, les nouveaux agrégés de l'enseignement secondaire supérieur prononcent publiquement, au cours d'une cérémonie organisée dans l'Ecole supérieure des Arts, le serment de Socrate aux termes duquel ils s'engagent à mettre toutes leurs forces et toutes leurs compétences au service de la formation de tous les élèves qui leur seront confiés. La mention de cet engagement est apposée sur leur diplôme.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur à la date du 1^{er} septembre 2003.

Art. 15. La Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 septembre 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4583

[2003/201670]

17 SEPTEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot organisatie van de aggregatie voor hoger secundair onderwijs in de Hogere Kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, inzonderheid op de artikelen 11, 14, 19 en 23;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 maart 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 mei 2003;

Gelet op het advies nr. 10 van de Hoge raad voor hoger kunstonderwijs van 2 april 2003;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Comité van Sector IX en van het Comité voor Openbare provinciale en lokale diensten, 2de afdeling, bevattende de conclusies van de onderhandeling van 17 juni 2003;

Gelet op het overleg met de Inrichtende machten, gevoerd op 21 mei 2003;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenorganisaties, gevoerd op 28 mei 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juni 2003 over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 35.631/2, gegeven op 8 juli 2003, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de inrichtingen voor kunstonderwijs bedoeld in artikel 1 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs.

Art. 2. Alle bekwaamheidsbewijzen en ambten bepaald in de tekst van dit besluit zijn zowel in de mannelijke vorm als in de vrouwelijke vorm te lezen.

HOOFDSTUK II. — De bevoegdheden van de hoogleraren

Art. 3. Met referentie naar het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, beogen de Franse Gemeenschap en elke inrichtende macht voor de vorming van geaggregeerden van het hoger secundair onderwijs elke student ertoe te leiden de volgende bevoegdheden te ontwikkelen :

1. in mate zijn discursief te formaliseren tegenover het werk van de studenten;
2. in mate zijn te redeneren over en te zoeken naar de begrippen taal, kunstsysteem en kunsttheorie alsmede interpretatieproblemen;
3. de disciplinaire en interdisciplinaire kennis beheersen die de pedagogische actie verklaren;
4. kennis in de menswetenschappen hebben om de situaties die in de klas en buiten de klas geleefd worden, juist te interpreteren en voor een betere aanpassing aan de schoolpublieken;
5. geïnformeerd zijn over zijn rol binnen de schoolinstelling en het beroep uitoefenen zoals die bepaald is door de wettelijke referentieteksten;
6. de disciplinaire didactiek beheersen die de pedagogische actie leidt alsmede de diversiteit van de pedagogische middelen die het aanleren van een vak toelaten;
7. onderwijsdispositieven vinden, die toetsen, evalueren en reguleren;
8. de relatiebevoegdheden ontwikkelen die verbonden zijn aan de vereisten van het beroep;
9. de ethische vragen verbonden met zijn dagelijkse praktijk meten;
10. in ploeg werken binnen de school;
11. kritisch en autonoom werken met het artistiek domein;
12. veel algemene cultuur hebben om de intrest van de studenten te wekken voor alle domeinen van de kunst en het denkmechanisme;
13. leersituaties plannen, beheren en evalueren;
14. reflexief nadenken over zijn praktijk en zijn voortgezette vorming organiseren;
15. doeltreffende partnerschaprelaties hebben met de instelling, de collega's en de ouders van de leerlingen.

HOOFDSTUK III. — *De lijnen en de inhoud van de vorming*

Art. 4. Om deze bevoegdheden te verwerven, bestaat de onderwijsvorming met algemene, specifieke en praktische aspecten, zonder enige hiërarchie onder hen, uit vier lijnen die de volgende punten begripen :

1. het verwerven van sociologische en culturele kennis bestaande uit minstens 30 uur;
2. het verwerven van de pedagogische kennis alsook van een wetenschappelijke ontwikkeling en onderzoeksge dragen van minstens 60 uur;
3. het verwerven van psychologische, sociaal affectieve en relationele kennis van minstens 30 uur;
4. know-how van minstens 80 uur.

De beheersing van de onderwijstaal wordt getoetst in de schriftelijke en mondelinge werken van de studenten. Deze is van belang voor hun evaluatie tijdens de hele vorming.

Art. 5. Het vormingsprogramma van alle studenten die ingeschreven zijn voor studies van aggregatie van het hogere secundair onderwijs bedraagt de vier lijnen bedoeld in artikel 4 van dit besluit.

De vorming bedraagt 300 uren onderwijsactiviteiten. Deze vorming loopt op tot 450 uren als het gaat om muziek of toneel en spreekkunsten.

Een derde van het volume van de vorming wordt geëffectueerd door de hogere kunstscholen die de aggregatie organiseren voor onderwijsactiviteiten die ze volledig autonoom bepalen.

De vorming wordt georganiseerd voor de studenten die houder zijn van een diploma van licentiaat uitgereikt door een hogere kunstschool of die er ingeschreven zijn voor het bekomen van dat diploma. Deze kan over twee jaar verspreid worden.

Art. 6. De sociologische en culturele kennis benaderen inzonderheid :

1. aspecten van de opvoedingspolitiek;
2. aspecten van de opvoedingssociologie;
3. aspecten van de analyse van de schoolinstelling en zijn figuren;
4. de juridische, administratieve en deontologische aspecten van het onderwijzersberoep;
5. aspecten van de culturele diversiteit;
6. aspecten van de kunst en de kunstenaar in schoolomgeving.

Art. 7. De pedagogische kennis met een wetenschappelijke benadering en een onderzoeksge drag bestaan uit twee delen :

De didactische transpositie omvat de kennisleer van het vak, de didactiek van het vak, het onderzoek in de didactiek van het vak, de interdisciplinaire benadering, de kennis en de pedagogische exploitatie van de media en van de informatie- en communicatietechnologieën.

De geïntegreerde pedagogische vorming benadert de domeinen van de evaluatie van de opleiding, van de onderwijs- en opleidingsprocessen, van de kritische studie van de grote pedagogische stromen en van het onderzoek in de opvoeding alsmede de ethiek van het beroep.

De pedagogische, didactische en interdisciplinaire inhoud worden ontwikkeld met het oog op het vormen van de studenten tot het beheer waardoor ze aan de vereisten van de basisvaardigheden, de eindtermen en de vormingsprofielen, die overeenkomen met het niveau van hun toekomstige studenten, kunnen voldoen en zich er voortdurend kunnen aanpassen.

Art. 8. De psychologische, sociaal-emotionele en relationele kennis behandelen inzonderheid de aspecten van :

1. de benadering van de tiener en van het schoolleven;
2. de benadering van de individuele, half-collectieve en collectieve onderwijsrelatie;
3. het onderzoek naar de interpersonele relaties in een schoolcontext.

Art. 9. § 1. De know-how rust op de articulatie van de theorie van de opvoedings- en praktijkwetenschappen. Men bekomt die door stages te lopen in werkelijke situatie en in de seminaries voor praktijkanalyse.

§ 2. De seminaries voor praktijkanalyse bieden de studenten een geheel van activiteiten die eventueel bevoegdheden en een professioneel gedrag alsmede een inzicht daarin kunnen bezorgen.

Ze laten hen toe de verschillende onderdelen van het beroep te observeren en te analyseren, geleidelijk aan hun professionele identiteit te vormen en hun verdere perfectionering te plannen.

§ 3. De stages in werkelijke situatie omvatten :

1. de stages participerende observatie met de begeleiding van een werkend onderwijzer, onderwijsactiviteiten en andere activiteiten die zich aflopen binnen een schoolinrichting;
2. de onderwijsstages brengen de studenten in een situatie van onderwijsverantwoordelijkheid;
3. de stages schoolactiviteiten buiten de lesuren waarbij de stagiairs effectief betrokken worden tot de niet-didactische activiteiten, verbonden met de werking van de inrichting en de relaties tussen deze verschillende figuren.

§ 4. Voor de studenten die ingeschreven zijn in de aggregatie en die in het hogere secundair onderwijs werken, kunnen de prestaties uitgevoerd in het kader van dat ambt gelijkgesteld worden met onderwijsstages en met stages schoolactiviteiten voor zover deze gesuperviseerd worden volgens de bepalingen van toepassing op de andere studenten. Deze studenten worden vrijgesteld van observatiestages.

Art. 10. Een informatiemodule over het buitengewoon onderwijs en een informatiemodule over het onderwijs voor sociale promotie kunnen georganiseerd worden in het kader van de uren autonomie bepaald in lid 3 van artikel 5.

De eerste bestaat in een informatie over de organisatie en de werking van het buitengewoon onderwijs en van de pedagogische noties aangepast aan de studenten die het onderwijs volgen. De tweede bestaat in een informatie over de organisatie en de werking van het onderwijs voor sociale promotie en van de pedagogische noties aangepast aan de volwassenen.

De studenten die zich inschrijven voor één van deze modules lopen een deel van hun stage in het overeenstemmend onderwijs.

HOOFDSTUK IV. — *De organisatie van het onderwijs*

Art. 11. De samenwerkingsverbanden die de Hogere kunstscholen, die de aggregatie organiseren, onder mekaar of met andere instellingen vastleggen teneinde voor de vorming van toekomstige geaggregeerden te zorgen, hebben tot gevolg dat specifieke samenwerkingsverbanden tussen instellingen gecreëerd worden, die goedgekeurd zijn door de Regering overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten).

De hogere kunstscholen die de aggregatie organiseren, sluiten overeenkomsten met de inrichtingen voor secundair onderwijs voor het organiseren van stages voor studenten. Ze leiden tot het sluiten van expliciete samenwerkingsverbanden tussen de instellingen.

HOOFDSTUK V. — *De omkadering van de activiteiten van know-how*

Art. 12. § 1. De stagiairs worden minstens drie maal tijdens de duur van hun stage gesuperviseerd onder de verantwoordelijkheid van de hoogleraren van de Hogere kunstscholen die de aggregatie organiseren.

§ 2. De personeelsleden van het secundair onderwijs treden op samen met de hoogleraren van de Hogere kunstscholen voor de omkadering van de praktische activiteiten met inbegrip van de stages en de seminars praktijkanalyse.

Ze worden geaggregeerd als stagemeeesters door de instelling die de aggregatie organiseert, in het kader van de samenwerkingsverbanden bedoeld in artikel 11.

§ 3. De stagemeeesters ontvangen de stagiairs in hun klas of in hun inrichting voor de observatiestages. Ze zorgen voor de pedagogische begeleiding van de stagiairs in onderwijsstage en van de schoolactiviteiten. Ze werken samen met de hoogleraren van de aggregatie voor de sturing en de evaluatie van de stagiairs. Ze kunnen optreden in samenwerking met de hoogleraren van de aggregatie, voor de seminars praktijkanalyse.

HOOFDSTUK VI. — *Aanvullende en slotbepalingen*

Art. 13. Op het einde van hun studies, leggen de nieuw geaggregeerden van het hoger secundair onderwijs openbaar eed van Socrates af tijdens een plechtigheid georganiseerd op de Hogere kunstschool, waarbij ze zich ertoe verbinden al hun krachten en hun bevoegdheden in te zetten ten dienste van de vorming van alle leerlingen die hen worden toevertrouwd. De melding van deze verbinding verschijnt op hun diploma.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2003.

Art. 15. De Minister tot wier bevoegdheid het Hoger onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 september 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger onderwijs,
Mevr. F. DUPUIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 4584

[2003/201673]

17 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le modèle de déclaration de créance à faire parvenir aux Services du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, notamment l'article 11;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique, du Ministre chargé de l'Enseignement fondamental, du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial et de la Ministre de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement de promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. Le modèle-type de déclaration de créance à faire parvenir aux Services du Gouvernement de la Communauté française est fixé selon les annexes 1 à 2 du présent arrêté.